

Les inégalités entre classes sociales au cœur des turbulences européennes

Cédric Hugrée, Etienne Penissat, Cécile Rodrigues et Alexis Spire

Dans un contexte d'indifférence à l'égard de la campagne des élections européennes, la mobilisation des agriculteur·ices dans plusieurs pays a mis en lumière les effets des politiques de Bruxelles sur celles et ceux qui les subissent. Dans les champs politique et médiatique, les termes du débat sont pourtant biaisés. Les électeur·ices sont sommé·e·s¹ de choisir entre une Union européenne qui encourage toujours plus le libre-échange et un discours protectionniste promettant d'empêcher l'importation de marchandises venues du monde entier, notamment d'Ukraine, d'Espagne et des Pays-Bas dans le cas de l'agriculture. Les polémiques autour de la légitimité des normes contraignantes – notamment environnementales – qui empêcheraient l'économie de prospérer ont également acquis une place centrale, en accréditant l'idée que certains pays ou secteurs pourraient s'en dispenser. La figure de l'agriculteur espagnol est ainsi opposée à celle de l'agriculteur français, tout comme l'avait été celle du plombier polonais au plombier français. Cette grille de lecture exclusivement centrée sur les oppositions nationales occulte largement la question des inégalités entre classes sociales à l'échelle du continent. Elle passe sous silence le fait que certains groupes sociaux ont les ressources pour tirer profit des règlements européens ou pour les contourner. Se focaliser sur un secteur économique comme l'agriculture est le meilleur moyen de masquer que l'Union européenne subventionne largement les agriculteurs les plus riches et les plus productivistes, tandis qu'elle s'empêche de protéger les plus fragiles qui se débattent avec la concurrence internationale.

L'invisibilisation des inégalités sociales dans les débats qui touchent les politiques européennes n'est pas propre à la France. Elle s'explique par le fait que les principaux indicateurs utilisés par la Commission européenne et par les gouvernements ne permettent pas de rendre compte des différences entre et au sein des classes sociales, par-delà les différences nationales. Pourtant, on dispose d'enquêtes statistiques harmonisées à l'échelle européenne pour les quantifier et les documenter. En plaçant le travail et ses différentes dimensions au centre de l'analyse, on propose de distinguer trois grandes classes sociales – populaires, moyennes et supérieures – et de mesurer leurs disparités à l'échelle du continent européen.

1. L'Europe des inégalités sociales

La Commission européenne et nos gouvernements sont peu enclins à s'attarder sur les inégalités sociales. Pour en prendre connaissance, il faut passer au crible les publications austères des grandes institutions internationales telles que l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ou l'Organisation internationale du travail (OIT). La plupart du temps, les inégalités y sont mesurées par les revenus en distinguant trois strates : les pauvres, qui vivent en dessous du seuil de pauvreté et qui souvent dépendent des aides sociales ou du travail non déclaré, les riches, qui vivent très confortablement, et au milieu une vaste classe moyenne qui représente 60 à 80 % des individus selon les pays. Cette approche à un double inconvénient. D'abord, elle néglige plusieurs dimensions essentielles des classes sociales que sont le travail, l'emploi et le diplôme. Ensuite, en agrégeant pêle-mêle les ouvriers, les petits patrons, les ingénieurs, les agriculteurs ou les enseignants dans une grande classe moyenne, elle invisibilise les inégalités qui sont au cœur du capitalisme européen. Cette

¹ Note de la rédaction : conformément à notre pratique, nous respectons le choix des auteurs de l'écriture avec point médian au début du texte et signifier ainsi au lecteur quel est ce choix, mais nous simplifions ensuite pour la lisibilité du texte et la cohérence des accords, ou bien, lorsque c'est utile, nous adoptons la forme du doublet.

approche est source de confusion et ne permet pas d'identifier les évolutions de groupes sociaux et professionnels, parfois au cœur des politiques publiques européennes, comme c'est le cas pour les agriculteurs.

Pour apporter un autre éclairage, nous avons adopté une démarche différente. Depuis 2016, Eurostat, l'équivalent de l'INSEE au niveau européen, s'est dotée d'une nomenclature socio-économique (*European Socioeconomic Groups*, ESeG) qui identifie 30 catégories socioprofessionnelles dans l'ensemble de grandes enquêtes de la statistique publique. Il est donc possible de documenter leurs transformations et de les rapporter à celles de trois grandes classes sociales (populaires, moyennes et supérieures) qui structurent les pays européens. Nous les avons regroupés de la façon suivante :

- Les classes populaires rassemblent les salariés peu qualifiés (agents d'entretien, ouvriers agricoles, vendeuses, etc.), les ouvriers qualifiés (chauffeurs, ouvriers qualifiés de l'artisanat, de la construction, de l'industrie, etc.) ainsi que les aides-soignantes, les artisans et les agriculteurs (exploitants) ;
- Les classes moyennes regroupent les commerçants, les employés qualifiés (employés de bureau, gardiens de la paix), les professions intermédiaires telles que les infirmières, les informaticiens et techniciens, les enseignants ainsi que les hôteliers et restaurateurs à leur compte ou gérants.
- Les classes supérieures correspondent aux professions libérales et intellectuelles (médecins, ingénieurs, avocats, magistrats, etc.), aux cadres supérieurs et aux chefs d'entreprise.

Cette approche révèle une relative stabilité de la structure sociale européenne depuis le début des années 2010. Les classes populaires demeurent majoritaires sur le continent (45 %) tandis que les classes moyennes constituent la deuxième classe sociale (35 %) et que les classes supérieures, en progression, représentent un cinquième de la population active européenne (Tableau 1). Mais, derrière ces moyennes continentales, les structures sociales des pays apparaissent fortement inégalitaires : en Roumanie, près des deux tiers des actifs sont membres des classes populaires. À l'inverse, les Pays-Bas et la Suède ont des classes populaires relativement restreintes (environ 30 %) mais sont de loin les pays européens comptant le plus de classes supérieures, notamment par rapport à la France et à l'Allemagne. Les pays du Sud et de l'Est sont ceux qui connaissent les proportions les plus élevées de classes populaires quand les pays du Nord et de l'Europe de l'Ouest et du centre sont ceux où les classes moyennes et supérieures sont les plus importantes. C'est en outre dans les pays du Sud et de l'Est que l'on retrouve le plus d'agriculteurs exploitants : 5 % des actifs en Italie, 4 % en Roumanie et 3,7 % en Espagne et en Pologne. En France et aux Pays-Bas, où les mobilisations d'agriculteurs ont été les plus importantes, les agriculteurs et agricultrices sont moins de 3 %... et même seulement 1,2 % en Allemagne.

Tableau 1 : Distribution des classes sociales en Europe (2021)

Pays	Classes supérieures	Classes moyennes	Classes populaires	Exploitants agricoles
Ensemble Union européenne	21	35	45	3
Allemagne	20	40	40	1,2
Espagne	17	32	51	3,4
France	25	35	40	2,4
Hongrie	18	31	51	3,3
Italie	12	40	48	4,9
Pays-Bas	30	34	36	2,8
Pologne	22	30	48	3,7
Portugal	22	33	44	3,7
Roumanie	17	20	63	4
Suède	32	33	35	2,5

Source : Labor force survey (LFS)

Champ : Actifs (hors étudiants, retraités et militaires) occupés de 25 à 65 ans dans l'Union européenne hors Malte et Slovénie. Données pondérées.

Cette carte des classes sociales en Europe s'explique par la division du travail de production mondiale qui différencie les économies européennes entre elles. Les pays du Nord (Pays-Bas, Suède, etc.) et de l'Ouest (Allemagne, France, etc.) ont désormais des économies financiarisées fondées sur les emplois qualifiés des services (y compris lorsqu'elles disposent encore d'importantes entreprises du secteur industriel à l'image de l'Allemagne) mais aussi fondées sur de larges pans d'emplois de services peu ou pas qualifiés (qui ont dépassé le nombre d'emplois ouvriers dans de nombreux pays). Cette différenciation des économies européennes est accentuée par les distances de classe qui se jouent dans chaque pays mais aussi à l'échelle de l'ensemble des pays européens. En 2021, près de 4 membres des classes supérieures européennes sur 5 possédaient un diplôme de l'enseignement supérieur contre 12 % des classes populaires (Tableau 2). La même année, le revenu médian² des ménages des classes supérieures était de 28 321 euros contre 16 674 euros (en tenant compte de l'inflation et de la structure de consommation dans les différents pays) pour les classes populaires. Sous cet angle, les « fins de mois difficiles » partagent deux mondes bien distincts : quand seulement 18 % des classes supérieures européennes déclaraient qu'elles ont du mal à boucler leurs fins de mois, c'est le cas de près d'un membre des classes populaires européennes sur deux.

Les discours politiques exaltant pour certains les identités nationales, pour d'autres l'identité européenne ne doivent pas masquer le fait qu'au sein même de l'Union européenne, les inégalités sociales sont patentées et que les politiques européennes ne s'y attaquent jamais frontalement. Parfois, elles les encouragent à l'image de la politique d'austérité qui a, tout au long des années 2010, contribué à affaiblir les services publics et les systèmes de protection sociale, c'est-à-dire les deux principaux filets de sécurité des classes populaires.

² Il s'agit du montant de revenu qui sépare une population en 2 : 50 % des individus gagnent plus et 50 % gagnent moins.

2. Des classes populaires européennes fragmentées

Derrière ce portrait des inégalités sociales, les disparités sont particulièrement fortes entre classes populaires des différents pays. Les responsables politiques français se plaignent souvent de « trop donner à l'Europe » mais force est de constater que les politiques de solidarité et de réduction des inégalités sociales entre pays demeurent faibles. À l'échelle du continent, l'asymétrie des ressources est criante entre classes populaires (tableau 2). En 2021, si le revenu médian (en standard de pouvoir d'achat) des classes populaires allemandes et hollandaises dépasse largement les 22 000 euros, soit l'équivalent du revenu des classes moyennes européenne, il est en revanche inférieur à 10 000 euros dans les pays de l'Est comme la Roumanie et la Hongrie. Le taux de pauvreté des classes populaires espagnoles atteint les 21 % en 2021 quand il stagne autour de 10 % dans les pays nordiques. De ce fait, les risques et les incertitudes du quotidien ne pèsent pas de la même manière partout sur le vieux continent : plus d'un membre des classes populaires des pays de l'Est et du Sud sur deux déclare des difficultés à boucler ses fins de mois et quatre sur dix en France quand ils sont à peine 15 % dans les pays du Nord et en Allemagne. Plus encore, les conditions de vie ne relèvent bien souvent pas des mêmes horizons : au Portugal et en Roumanie, la capacité à se payer une semaine de vacances ne concerne que 41 % et 54 % des classes populaires contre plus de quatre cinquièmes en Allemagne, aux Pays-Bas et en Suède. De manière générale, les grandes inégalités qui traversent les classes populaires européennes demeurent stables depuis les années 2000.

On comprend alors pourquoi les classes populaires et moyennes des pays de l'Est et du Sud restent globalement attachées à l'Union européenne : elles ont l'espoir de pouvoir bénéficier des ressources des pays les plus riches et, lors de grandes crises économiques (comme en 2008), elles peuvent tenter la migration au sein de cet espace qui leur permet d'accéder à des emplois mieux rémunérés. À l'inverse, ces disparités expliquent en partie l'insécurité sociale ressentie par les classes populaires des pays du Nord et de l'Ouest qui craignent les délocalisations de leurs entreprises et la concurrence d'une main-d'œuvre moins payée et moins protégée. Ce sentiment est d'autant plus marqué que c'est au nom de la « compétitivité européenne » que les gouvernements nationaux libéralisent le droit du travail, précarisent les conditions d'emploi et affaiblissent les systèmes de protection sociale.

Certes, ces inégalités sont de moindre ampleur en Europe qu'aux États-Unis ou en Chine et les filets de protection y sont encore beaucoup plus conséquents. Toutefois, la structure sociale européenne reste fondamentalement déséquilibrée. Les classes populaires y partagent une même subordination au travail et des formes de dépossession culturelle, et aussi des positions économiques particulièrement hétérogènes selon les appartenances nationales. Cette double structure inégalitaire pèse directement sur les capacités de construction de solidarité et d'action collective entre classes populaires par-delà les frontières nationales. Ces obstacles pèsent d'autant plus que ni les organisations syndicales, ni les organisations politiques de gauche ne se donnent véritablement les moyens de construire des mobilisations sociales européennes.

Tableau 2 : Les conditions de vie des classes populaires en Europe (2021)

Classes	Pays	Se permettre une semaine de vacances (%)	Déclarer des fins de mois difficiles (%)	Taux de pauvreté (%)	Possibilité de vivre sur ses économies plus de 3 mois (%)	Les dettes constituent un poids financier important (%)	Revenu médian (en euros) SPA*	Niveau d'études supérieures (%)
Classes supérieures (UE)		94	19	4	74	10	28 321	80
Classes moyennes (UE)		85	32	7	63	18	22 788	44
Classes populaires (UE)		69	50	14	46	24	16 674	12
Classes populaires	Allemagne	79	17	12	57	15	23 100	13
	Espagne	63	51	22	49	37	15 231	22
	France	76	40	11	42	19	19 621	17
	Hongrie	55	72	11	26	26	9 953	5
	Italie	59	66	19	Non connu	39	16 800	9
	Pays-Bas	86	16	10	71	12	24 511	20
	Pologne	71	56	15	44	24	13 402	0
	Portugal	54	65	16	44	19	11 678	6
	Roumanie	41	73	17	32	20	9 509	4
	Suède	93	17	11	60	10	21 418	14

Source : Statistics on Income and Living Conditions (SILC) – 2020 et 2021.

Champ : Actifs (hors étudiants, retraités et militaires) occupés de 25 à 65 ans dans l'Union européenne hors Malte et Slovénie. Données pondérées.

* Standard de pouvoir d'achat

3. Dégradation des conditions de travail et inflation : la quadrature du cercle pour les classes populaires européennes

Alors que les précédentes élections européennes se déroulaient dans une conjoncture économique stabilisée dix ans après la crise financière de 2008, celles qui se dérouleront en juin 2024 arrivent dans une période de fortes turbulences économiques et sociales : depuis 2020 et la crise sanitaire, l'inflation a explosé et la guerre en Ukraine a ravivé les tensions économiques. Les nombreuses grèves qui ont éclaté un peu partout en Europe en 2021 et 2022 ou encore les mobilisations d'agriculteurs en sont une illustration.

Dans ce contexte, la situation des classes populaires, qui tendent de plus en plus à s'abstenir lors des élections européennes ou à voter pour des listes xénophobes et ouvertement opposées à la construction européenne, est particulièrement contrainte. D'un côté, elles sont

exposées à la dégradation de leurs conditions d'emploi et de travail³ dans une économie européenne de plus en plus tournée vers des activités et des métiers de service peu qualifiés et mal payés. De l'autre, elles sont mises en difficulté par l'explosion de l'inflation, en particulier sur les prix de l'énergie et des produits alimentaires, qui impacte en premier lieu ceux et celles dont les dépenses « contraintes » (logement, énergie, alimentation, remboursement des crédits) pèsent le plus dans le budget.

Les marges de manœuvre des classes populaires européennes sont ainsi bien plus réduites pour faire face à ces difficultés : un quart d'entre elles sont endettées contre 10 % des classes supérieures. Cet endettement est particulièrement répandu dans les pays du Sud et de l'Est. À l'inverse, la possibilité de mobiliser l'épargne et le patrimoine pour faire face à l'envolée du coût de la vie est bien moindre parmi les classes populaires : à peine 50 % sont en capacité de vivre plus de trois mois sur leurs économies quand c'est presque 75 % des classes supérieures. Là encore, les inégalités entre pays sont importantes : plus de 60 % des classes populaires aux Pays-Bas et en Suède ont cette capacité contre à peine 45 % en France, au Portugal et en Pologne, et moins de 30 % en Roumanie et en Hongrie. Or, on soulignera que si l'inflation galopante touche l'ensemble de l'Europe, les pays de l'Est sont les plus touchés.

À travers ces exemples, on mesure les déséquilibres sociaux qui parcourent l'Union Européenne. Si les pays européens se sont dotés d'une politique monétaire et budgétaire commune, *via* le plafonnement des taux de déficit budgétaire et d'endettement public et la fixation des taux d'intérêts par la Banque centrale européenne, les politiques de réduction des inégalités sociales et entre pays ainsi que l'adoption de normes sociales (salaire minimum, conditions de travail) protectrice des classes laborieuses demeurent le parent de pauvre de l'Europe. De ce point de vue, les gouvernements français, prompts à critiquer le « dumping social » de Bruxelles lorsque les échéances électorales se profilent, ne se sont pas les champions de la solidarité européenne. Pire, la France s'est régulièrement opposée à des avancées sociales significatives. Ainsi, fin 2023, alors que le Parlement européen et la Commission européenne s'étaient accordés sur une directive relative à l'amélioration des conditions de travail des personnes travaillant pour les plateformes numériques (Uber, Deliveroo, etc.), le gouvernement français s'est opposé à ce texte obligeant les employeurs à fournir un contrat de travail et des droits sociaux à des travailleurs indépendants et isolés. Les députés européens n'ont eu d'autres choix que de détricoter la directive de ses principales avancées sociales pour la faire adopter.

La question des revenus au cœur de la colère des agriculteurs en Europe

La mobilisation des agriculteurs est partie des Pays-Bas puis s'est diffusée en Allemagne, en France, en Belgique avant de rebondir en Grèce, en Bulgarie et en Pologne. Les agriculteurs de ce dernier pays ont bloqué la frontière afin de limiter les importations de blé mais aussi de sucre et de volaille de leur voisin ukrainien et allié dans la guerre contre la Russie.

Loin d'être homogène, le groupe des agriculteurs est marqué par de très fortes inégalités économiques à l'échelle du continent. La mobilisation initiée en janvier 2024 apparaît en fait comme celle des agriculteurs européens les plus riches. Dans les principaux pays agricoles (comme la Roumanie, l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Pologne, la France, les Pays-Bas, et l'Allemagne), les revenus des exploitants agricoles des pays les plus riches sont jusqu'à 5 fois supérieurs à ceux des pays les pauvres. Alors que les agriculteurs roumains déclarent 4 565 euros par an (revenu médian en standard

³ Cédric Hugrée, Étienne Penissat, et Alexis Spire, « Les conditions de travail : un marqueur des inégalités entre groupes socio-professionnels en Europe », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 57-2, n°2, 2019, p. 163-190.

de pouvoir d'achat), les agriculteurs néerlandais indiquent disposer de 25 164 euros par an, soit en fait un revenu sensiblement supérieur aux classes populaires néerlandaises. Entre ces deux extrémités, les agriculteurs polonais (14 859 euros), français (17 808 euros), allemands (21 764 euros) figurent parmi les plus riches d'Europe et sont ceux où les situations de pauvreté sont plus rares. De même, alors que moins de 20 % des agriculteurs aux Pays-Bas et en Allemagne déclarent des difficultés à finir les fins de mois, c'est le cas de plus de 60 % au Portugal et en Italie, 80 % en Roumanie, la France et l'Espagne se situant en position intermédiaire (40 %). Les premiers possèdent le plus souvent des exploitations de grande taille tournées vers une agriculture productiviste alors que dans les autres pays les tailles d'exploitations sont plus diverses, une agriculture de subsistance perdurant même dans plusieurs pays de l'Est⁴.

Dans ce paysage, il faut souligner la position paradoxale de la France : premier producteur agricole de l'Union européenne, les revenus des agriculteurs français sont inférieurs à ceux de leurs homologues des Pays-Bas, d'Allemagne mais aussi du Danemark et de Belgique. Cette situation est en partie liée à la plus grande diversité des productions et des tailles d'exploitation en France (même si la concentration s'est renforcée ces dernières années)⁵. Depuis 2011, le niveau de vie des agriculteurs français a progressé moins vite que celui des agriculteurs des pays de l'Est mais aussi que celui de leurs homologues allemands et hollandais. Ceci explique probablement le sentiment de déclassement qui s'est exprimé au cours de leur mobilisation qui est d'ailleurs partie des départements où les agriculteurs et les agricultrices sont les plus modestes.

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) a cherché à orienter l'attention des pouvoirs publics sur le poids des normes environnementales qui sont la principale préoccupation des exploitants convertis au productivisme de marché, au risque de passer au second plan voire d'occulter le principal motif d'inquiétude des petits producteurs que constitue la difficulté de tirer un revenu économique décent de leur travail.

Conclusion

En restant aveugles aux inégalités entre classes sociales et à l'intérieur de celles-ci, les politiques européennes ont pour effet de creuser les écarts de rémunération, sans jamais s'attaquer à la détérioration des conditions de travail. Cette indifférence à la question sociale explique en grande partie l'absence d'intérêt suscitée par la campagne électorale et le probable niveau record d'abstention qui risque d'en découler. L'enjeu pour les organisations syndicales et les partis de gauche serait de sortir du débat stérile entre souverainisme et européisme pour promouvoir des politiques de distribution et de redistribution des ressources qui tiennent compte des inégalités entre pays et entre classes sociales. La question qui se trouve évacuée des débats actuels est celle de savoir comment imaginer un espace économique européen qui puisse assurer un niveau de vie décent à tous et toutes et réduire les inégalités sociales entre professions et entre pays. Plutôt que de continuer à encourager la mise en concurrence et le nivellement par le bas, il s'agirait de promouvoir des normes sociales et des politiques de réduction des inégalités qui soient compatibles avec la transition écologique.

Cédric Hugrée, Étienne Penissat, Cécile Rodrigues et Alexis Spire sont sociologues au CNRS.

⁴ Pour un panorama complet, European Commission, « [Explore farm incomes in the EU. Farm economics overview based on 2021 FADN data](#) », novembre 2023.

⁵ Rapport du CGAER n° 21040, « [Évolution du revenu agricole en France depuis 30 ans, facteurs d'évolution d'ici 2030 et leçons à en tirer pour les politiques mises en œuvre par le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation](#) », avril 2022.